

A Berne, la fin des classes bilingues ravive les tensions

ÉCOLES La conseillère municipale chargée de la Formation, Ursina Anderegg, a décidé de mettre fin à l'enseignement donné dans les deux langues dans la ville fédérale. Les réactions sont très vives alors que le débat sur l'enseignement du français reprend en Suisse alémanique



PROPOS RECUEILLIS
PAR VINCENT BOURQUIN

La ville de Berne va supprimer ses classes bilingues. C'est la décision prise au début du mois de mai par la conseillère municipale chargée de la Formation, la Verte Ursina Anderegg. Le projet classes bilingues (Clabi) avait été mis en place en 2018 pour les cycles 1 et 2. Près de 100 élèves répartis en quatre classes sont concernés par ce choix totalement inattendu et qui a créé une très vive émotion. Les parents concernés se mobilisent, ainsi que plusieurs élus communaux, cantonaux et même fédéraux. De nombreuses interventions ont ainsi été déposées au parlement de la ville et un nouveau débat explosif est agendé pour le mois d'août. Plusieurs parlementaires ont déposé des interventions pour qu'Ursina Anderegg revienne sur sa décision ou alors pour que ces classes bilingues fassent désormais partie du budget communal.

Députée au Grand Conseil bernois et mère d'un enfant fréquentant cette filière, Claudine Esseiva a aussi interpellé le canton qui a dans ses priorités la promotion du bilinguisme. Une réponse est attendue en juin. La PLR n'est pas prête à se résigner: «C'est une trahison de la ville de Berne et de sa majorité de gauche.» Elle déplore aussi que la municipale concernée ait complètement ignoré les parents ou la société civile dans sa décision. Directrice du Forum du bilinguisme, Virginie Borel est, elle aussi, outrée: «On ne veut plus du français à Berne, la ville fédérale.» Pour elle, le signal est catastrophique au moment où plusieurs cantons alémaniques remettent en cause l'enseignement du français au niveau primaire. Ursina Anderegg répond à toutes ces critiques.

Vous attendiez-vous à une telle levée de boucliers à la suite de votre décision de supprimer les classes bilingues à Berne? J'avais conscience que cette décision sus-

«Les raisons de ne pas poursuivre le projet ont été soigneusement pesées. Il n'est pas question de revenir en arrière»

citerait de nombreuses réactions parmi les familles et les collaborateurs et collaboratrices directement concernés. Je comprends cela. J'avais également conscience de la dimension politique des classes bilingues.

Avez-vous pris cette décision uniquement pour des questions financières? Non, les raisons sont multiples. Il s'agit en premier lieu de raisons professionnelles et organisationnelles. Mais des questions de ressources telles que le manque de locaux scolaires, la charge de travail des directions d'écoles de la ville de Berne et les finances ont également joué un rôle dans la pesée des intérêts.

Pourquoi avoir annoncé cette nouvelle si tard aux parents, sans les consulter? Le but d'un essai scolaire est de déterminer si de nouvelles offres ou formes d'enseignement fonctionnent à long terme. La ville informe maintenant peu après la prise de décision définitive, qui a eu lieu avant les vacances scolaires. La décision a été précédée d'une évaluation professionnelle minutieuse. L'organisation, ou la fin d'un essai scolaire est une décision opérationnelle. Les parents, en tant que personnes directement concernées, ne peuvent pas être impliqués dans ces réflexions professionnelles.

Que vont devenir les 100 élèves concernés? Pourront-ils aller à Bienne par exemple où les classes bilingues fonctionnent très bien?

Dans le cadre de ses écoles primaires, la ville propose le transfert vers l'école du quartier de résidence des élèves.

Cette décision n'est-elle pas très mauvaise pour l'image de la ville de Berne, capitale fédérale? En tant que directrice de la formation, il est de mon devoir d'avoir une vue d'ensemble du système scolaire de la ville, qui est fortement sollicité.

Pourquoi, pour une décision aussi importante, ne fallait-il pas une décision de toute la municipalité? Les essais scolaires sont des affaires opérationnelles entre l'office scolaire, qui fait partie de la direction, et le canton. C'est également le canton, et non le Conseil municipal de la ville, qui donne l'autorisation pour un essai scolaire.

Votre décision n'est-elle pas un mauvais signe au moment où plusieurs cantons alémaniques remettent en question l'enseignement du français au niveau primaire? L'enseignement du français a un poids important dans l'école primaire bernoise. D'une part, en tant que partie de l'enseignement obligatoire à partir de la 3e année (cycle 2), d'autre part, en tant que partie importante de la procédure de passage du primaire au secondaire et aux écoles supérieures. L'anglais n'est enseigné que comme troisième langue dans le canton de Berne.

Vous avez dit que vous aviez un problème de places? Serait-ce envisageable de créer ces classes bilingues à l'école cantonale de langue française? Cette question doit être posée au canton.

Tous les partis politiques, mis à part le vôtre, s'opposent à votre décision, pourriez-vous revenir en arrière? Je considère que le débat politique sur le bilinguisme est important, je le mènerai. La décision de ne pas prolonger le projet Clabi est prise.

A quelles conditions reviendriez-vous en arrière? Les raisons de ne pas poursuivre les Clabi sont multiples et ont été soigneusement pesées. Il n'est pas question de revenir en arrière.

La solution pourrait-elle passer par une subvention plus grande du canton pour ces classes bilingues? Cette question doit aussi être posée au canton. ■

MAIS ENCORE

Le canton de Fribourg rejette l'initiative sur le salaire minimum

Le Conseil d'Etat fribourgeois a rejeté hier l'initiative législative «Pour un salaire minimum» sans lui opposer de contre-projet. Il a estimé que ce texte risque d'affaiblir le partenariat social et de rendre plus difficile l'accès au monde du travail pour certaines catégories de personnes. (ATS)

Au Mont-Terri, le Jura «attend des actes, pas des paroles»

NUCLÉAIRE Le Gouvernement cantonal demande à la Confédération de ne pas se retirer du laboratoire de recherche sur le stockage de déchets radioactifs et de gaz carbonique. Un courrier a été envoyé au Conseil fédéral, indique le ministre de l'Environnement David Eray

ALEXANDRE STEINER

Le Gouvernement jurassien n'est guère rassuré par les explications de Swisstopo concernant le laboratoire du Mont-Terri. Après une séance d'information à Porrentruy mardi – à la suite de laquelle il assurait au *Temps* vouloir tout faire pour sauver le site jurassien de recherche sur le stockage de déchets nucléaires et de CO₂ – le directeur de l'Office fédéral de la topographie, Fridolin Wicky, s'est à nouveau rendu dans le Jura ce jeudi. En compagnie de son vice-directeur, il y a rencontré le ministre de l'Environnement, David Eray (PCSI), ainsi que le président de la commission de suivi du laboratoire, l'ingénieur cantonal et la déléguée aux affaires extérieures du Jura.

«S'ils arrivent à trouver une solution avant la fin de l'année, j'aurai beaucoup de respect pour eux»

DAVID ERAY, MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT (PCSI)

«Fridolin Wicky était très mal à l'aise et nous a confirmé que Swisstopo voulait se retirer de la gestion du site pour économiser 2 millions de francs. J'ai l'impression qu'ils ne se sont rendu compte qu'après avoir pris leur décision qu'elle était difficile à expliquer», indique David Eray, joint par téléphone. Si le directeur de Swisstopo estimait mardi que «les chances étaient bonnes» de trouver un gestionnaire externe à l'administration fédérale pour

reprendre les commandes du laboratoire à compter du 1er janvier 2027, le ministre cantonal n'y croit pas vraiment.

«J'ai l'impression que ce discours vise surtout à ne pas alarmer les personnes concernées, parce que je ne vois pas vraiment de solution», déplore-t-il. Il relève notamment que si une institution comme l'EPFZ venait à être choisie, elle aurait besoin de financement. «Elle peut aller le chercher auprès de la Confédération, qui ne réaliserait ainsi pas d'économies, ou auprès de partenaires privés. Mais dans ce cas, la neutralité à laquelle nous tenons ne serait pas assurée.»

Le Conseil fédéral interpellé

Le ministre ajoute que les délais sont très courts pour discuter avec des partenaires dont les agendas sont souvent bien chargés: «S'ils arrivent à trouver une solution avant la fin de l'année, comme vous l'a déclaré Fridolin Wicky mardi, j'aurai beaucoup de respect pour eux. En ce qui nous concerne, nous attendons des actes, pas des paroles.»

Son étonnement se dirige aussi vers le Conseil fédéral. «J'ai l'impression qu'il n'a pas pris conscience que ce désengagement pouvait aussi affecter tout le travail que fait le Département fédéral de l'environnement pour trouver des solutions de stockage de CO₂. Et comme je le disais la semaine dernière, cela n'est pas défendable politiquement alors que l'on parle de construire de nouvelles centrales nucléaires.»

Raison pour laquelle le Gouvernement jurassien vient d'envoyer un courrier au Conseil fédéral pour lui demander de revoir sa position. «Nous lui demandons de maintenir les engagements de la Confédération dans ce laboratoire, et le cas échéant de trouver une solution qui respecte la convention que nous avons signée en 2009.»

Pour conclure, David Eray rappelle que l'Allemagne veut aussi relancer le nucléaire et devra faire des recherches dans ce domaine. «Actuellement, elle les mène à Mont-Terri. Ce serait vraiment regrettable pour la Suisse que ce savoir-faire parte outre-Rhin.» ■

EN BREF

Nestlé tire la prise du Nutri-Score en Suisse

Nestlé va retirer progressivement l'étiquetage nutritionnel Nutri-Score de ses produits vendus en Suisse. La multinationale estime être quasiment la dernière à l'utiliser dans le pays, après avoir rejoint le programme visant à informer davantage les consommateurs en 2019. «Nestlé a décidé de retirer progressivement le Nutri-Score de ses marques locales Cailler, Thomy, Leisi, Incarom, Chokito, Henniez, Nestea et Romanette», une décision qui «s'applique uniquement à ces marques exclusivement vendues sur le marché suisse», selon un article visible sur le site internet du géant veveysan de l'alimentation. Le groupe romand précise que «le retrait du Nutri-Score sur les marques locales de Nestlé en Suisse se fera progressivement pour éviter tout gaspillage d'emballages. Il sera effectué marque après marque, à partir de la mi-2025 et jusqu'à fin 2026.» ATS

PUBLICITÉ

Partir à la retraite

- AVS:** Quel sera le montant de ma rente ?
Caisse de pension: Rente, capital ou les deux ?
Hypothèque: Dois-je l'amortir ?
Impôts: Comment faire des économies ?
Succession: Comment protéger ma famille ?



Commander:
[www.vzch.com/
check-list](http://www.vzch.com/check-list)

À la retraite, votre situation financière change du tout au tout. Vos décisions d'aujourd'hui sont cruciales pour votre niveau de vie de demain. Un conseil indépendant auprès de VZ fait toute la différence. Jugez-en par vous-même: le premier entretien est sans frais et sans engagement.

VZ Suisse romande
www.vzch.com



Vermögens
Zentrum